



Extrait du procès-verbal des Délibérations du Conseil d'Administration

du SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Délibération n° 2312

L'an Deux Mille Vingt et Un et le 18 janvier de 18h00 à 19h30, le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement, dûment convoqué s'est réuni dans les locaux du Conseil Départemental de l'Ariège en raison des contraintes sanitaires, sous la présidence de Madame Christine TEQUI, Présidente.

Présents :

Madame Christine TEQUI

Messieurs Daniel BESNARD, Jacques ESCANDE, Jean-Paul FERRE, Daniel GONCALVES, René MASSAT, Alain MAYODON, Alain METGE, Thierry PORTET, Jean-Claude SERRES, Jean-Marc TEISSEIRE.

Présents par visioconférence : Messieurs Jean-Claude COMBRES, Patrick LAFFONT, Louis MARETTE, Alain ROCHET, Marc SANCHEZ, André VIDAL, Pierre VIEL
Madame Elisabeth CLAIN

Excusés : Messieurs Jean-Pierre BOIX, Augustin BONREPAUX, Jean CAZANAVE, Alain GARNIER, Christian LOUBET, Francis MAGDALOU

Absent : Messieurs Henri BENABENT, Raymond BERDOU, Jean-Luc COURET

Procuration :

Madame Christine TEQUI a pouvoir de Messieurs Jean-Pierre BOIX et Augustin BONREPAUX

Monsieur René MASSAT a pouvoir de Monsieur Francis MAGDALOU

Monsieur Jacques ESCANDE a pouvoir de Monsieur Jean CAZANAVE

Monsieur Jean-Claude SERRES a pouvoir de Monsieur Alain GARNIER

Monsieur Daniel GONCALVES a pouvoir de Monsieur Christian LOUBET

Objet

Autorisation de signature d'un arrêté de déversement avec la Société Aubert & Duval

Madame la Présidente expose que l'activité particulière de certains établissements, ayant un usage de l'eau autre que domestique, nécessite l'établissement de conventions de rejet ou d'arrêtés de déversement afin de fixer les modalités de déversement des eaux usées.

Madame la Présidente indique que l'entreprise Aubert et Duval est raccordée au réseau public d'assainissement.

Au regard de son activité et de la caractéristique de ses rejets, le déversement doit être encadré par un arrêté, présenté en annexe du présent rapport. Dans cet arrêté, il y est proposé d'autoriser les rejets des effluents de l'entreprise Aubert et Duval, sous les conditions suivantes.

Tout d'abord, l'entreprise est autorisée à rejeter uniquement des eaux dite « assimilées domestiques », c'est-à-dire issues des besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux desservis ainsi que de nettoyage et de confort de ces locaux.

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées au réseau.

Le rejet est effectué sur 7 points identifiés sur le réseau d'assainissement.

La facturation est effectuée sur la base de la consommation en eau potable des 9 points de comptage assujettis à l'assainissement.

Concernant l'atelier de traitement de surface, ce dernier étant alimenté par un compteur d'eau assujetti à l'assainissement collectif, Aubert et Duval pourra demander le remboursement équivalant au volume d'effluents non rejetés au réseau d'assainissement, et éliminés en tant que déchet par une entreprise spécialisée. Ce remboursement se fera sur la base de la redevance d'assainissement fixée par le SMDEA et le cas échéant majorée des taxes de l'Agence de l'eau, ainsi que des justificatifs de quantité (relevé du compteur d'eau froide spécifique et BSDI d'élimination des déchets).

Concernant les responsabilités, il est précisé que l'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par le SMDEA du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents. Dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des déversements issus de l'établissement et les dommages subis par le SMDEA pourra être démontré, le SMDEA pourra demander réparation des préjudices subis.

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans à compter de sa signature, et est renouvelée par tacite reconduction, par période de 5 ans.

* *

*

Vu le rapport présenté au Conseil d'Administration

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration,

APPROUVE
ledit rapport.

AUTORISE

Madame la Présidente, ou son délégataire, à signer l'autorisation de rejet correspondante.

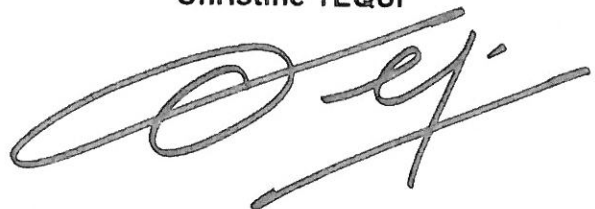
* *

*

Adopté à l'unanimité.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que ci-dessus.

**La Présidente du SMDEA
Christine TEQUI**



Je soussignée, Christine TEQUI, Présidente du
Syndicat Mixte Départemental d'Eau et
d'Assainissement de l'Ariège
Certifie le caractère exécutoire du présent acte,
à compter du **22 JAN. 2021**
Informe que la présente délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant
le Tribunal Administratif dans un délai de deux
mois à compter de sa publication.
A Saint Paul de Jarrat, le **22 JAN. 2021**

**La Présidente
Christine TEQUI**

Reçu en Préfecture le : **22 JAN. 2021**
Publié ou Notifié le : **25 JAN. 2021**



ARRÊTÉ

Autorisant le déversement d'eaux usées
autres que domestiques dans le réseau
d'assainissement du SMDEA

La Présidente du SMDEA,

VU la délibération n°427 relative à l'autorisation de déversement d'eaux usées d'origine autres que domestique,

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L 1331-10 et L 1337-2

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2224-11, L2224-12 et R 2224-19 à R 2224-19-11

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité

VU le règlement sanitaire départemental,

VU le règlement de service assainissement du SMDEA,

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'autorisation

L'établissement Aubert et Duval, situé au 75 boulevard de la Libération à Pamiers, est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues d'une activité Métallurgie.

Article 2 : Caractéristiques des rejets

Les eaux usées dont le rejet est autorisé au réseau d'assainissement public sont dites « assimilées domestiques », telles que définie à l'article R. 213-48-1 du Code de l'Environnement : Ce sont des effluents résultant de la satisfaction de besoins d'alimentation humaine, de lavage et de soins d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux desservis ainsi que de nettoyage et de confort de ces locaux.

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées au réseau.

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées doivent :

- Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 9,5
- Etre ramenées à une température inférieure à 30°C.
- Ne pas contenir de substances susceptibles d'être la cause directe ou indirecte d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement.

Le rejet est effectué sur les 7 points de rejets identifiés. Ces points sont indiqués sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 : Installation de pré-traitement

Sans objet, compte tenu des caractéristiques de l'effluent.

Article 4 : Conditions financières

L'établissement est soumis au paiement d'une redevance fixée annuellement par délibération du SMDEA, les caractéristiques de l'effluent déversé ne nécessitant pas d'autre ajustement de la tarification.

La facturation est effectuée sur la base de la consommation en eau potable de 9 points de comptage.

Concernant l'atelier de traitement de surface, ce dernier étant alimenté par un compteur d'eau assujéti à l'assainissement collectif, Aubert et Duval pourra demander le remboursement équivalant au volume d'effluents non rejetés au réseau d'assainissement, et éliminés en tant que déchet par une entreprise spécialisée. Ce remboursement se fera sur la base de la redevance d'assainissement fixée par le SMDEA et le cas échéant majorée des taxes de l'Agence de l'eau, ainsi que des justificatifs de quantité (relevé du compteur d'eau froide spécifique et BSDI d'élimination des déchets).

Article 5 : Contrôles et Responsabilités

L'activité de l'établissement ne nécessite pas de contrôle spécifique.

Néanmoins, si cela s'avérait nécessaire, des contrôles inopinés pourront être réalisés. Ils seront pris en charge par le SMDEA. S'il est constaté que l'établissement est responsable d'un déversement qui ne respecte pas les caractéristiques prescrites, les frais de contrôle lui seront imputés.

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par le SMDEA du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents rappelées à l'article 2. Dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des déversements issus de l'établissement et les dommages subis par le SMDEA pourra être démontré, le SMDEA pourra demander réparation des préjudices subis.

Article 6 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans à compter de sa signature.

Elle est renouvelée par tacite reconduction, par périodes de 5 ans, sauf dénonciation par l'une des parties 3 mois avant la date d'expiration de l'autorisation initiale ou reconduite tacitement.

Article 7 : Modification, Validité de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer le SMDEA.

Toute modification apportée par l'établissement de nature à entraîner un changement notable dans les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée à la connaissance du SMDEA, et ce avant sa réalisation.

Article 8 : Exécution.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et exposera l'établissement aux pénalités financières prévues à l'article L. 1337-2 du Code de la Santé Publique

Cet arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification au bénéficiaire.

Fait à St Paul de Jarrat le

La Présidente du SMDEA

Christine TEQUI

ANNEXE à l'arrêté de déversement

Plan de situation des points de rejet au réseau d'assainissement du site Aubert et Duval

